

---

**De:** "Lutte Ouvrière" <[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)>

**À:**

**Envoyé:** Jeudi 13 Avril 2017 21:17:38

**Objet:** Re: [Contacter Lutte Ouvrière] Demande de positionnement sur le dossier "Montagne d'or" en Guyane (Sent by Ingénieurs sans frontières - Systèmes extractifs et environnements , [contact-guyane@isf-systext.fr](mailto:contact-guyane@isf-systext.fr))

Bonjour,

Votre message a bien été transmis, mais nous sommes actuellement débordés par les sollicitations, et ne pouvons simplement pas répondre en détails à toutes. Toutes nos excuses donc pour cette impolitesse involontaire.

Néanmoins, le problème écologique que vous posez est similaire à bien d'autres atteintes à l'environnement et à la vie des travailleurs et des habitants. Voilà en tout cas la position de Nathalie Arthaud sur les problèmes écologiques, cela devrait répondre à certaines de vos préoccupations.

## Ecologie

À chaque campagne électorale, les candidats promettent des mesures pour faire face à l'urgence écologique et pour organiser la transition vers les énergies renouvelables. Chaque gouvernement organise sa grand-messe sur l'environnement ou le climat, du Grenelle de l'environnement sous Sarkozy à la COP 21 sous Hollande.

Mais il en va du climat et de l'environnement comme du chômage : tous les politiciens s'engagent à trouver des solutions mais, une fois au pouvoir, ils sont bien incapables d'empêcher les catastrophes annoncées, pour la simple et bonne raison que ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie. Ce sont leurs décisions d'investissement qui structurent l'organisation de la production, de l'énergie, des transports, du BTP.

Tant que l'on accepte cette mainmise sur l'économie, on peut discourir sur la sauvegarde de la mer ou sur les énergies renouvelables, mais on parle pour ne rien dire. Les États se sont engagés à réduire les émissions de carbone mais, refusant d'imposer des mesures contraignantes aux industriels, ils se sont contentés de mettre en place un marché des droits à polluer que peuvent s'échanger les capitalistes. Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte !

L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire de tous les groupes capitalistes : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Certains fabricants en ont fait un argument de vente face à leurs concurrents. Pour d'autres, l'écologie a été l'occasion de trouver de nouveaux marchés, dans la construction de panneaux solaires ou d'éoliennes. Mais la

révélation des fraudes au diesel organisées par Volkswagen et tous les autres constructeurs automobiles montre les moyens que les capitalistes sont capables de mettre en œuvre quand une réglementation fait obstacle à leurs profits.

Les politiques écologiques des gouvernements se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Même la question du nucléaire ne peut se discuter sans mettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Le principal danger du nucléaire ne réside pas dans la technique elle-même mais, comme Fukushima l'a montré, dans l'irresponsabilité des entreprises qui la mettent en œuvre. Comme tous les autres capitalistes, les industriels du nucléaire mènent des politiques de réduction des coûts et ils sont prêts à économiser sur la sécurité pour augmenter leurs profits. Même si l'État reste son actionnaire majoritaire, EDF fonctionne avec la même logique, supprimant des emplois pour dégager des profits, ayant recours massivement à la sous-traitance et maintenant l'opacité sur l'état de ses installations.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète serait nécessaire. Or le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes.

Les problèmes écologiques illustrent l'urgence qu'il y a à enlever les leviers de commande de l'industrie, des transports, aux groupes privés. L'urgence qu'il y a à supprimer le secret industriel, pour permettre à chaque salarié de rendre publics les malversations ou les risques pour la santé publique ou l'environnement dont il a connaissance, sans risquer d'être licencié pour divulgation de secrets professionnels. L'urgence qu'il y a à organiser l'économie d'une façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement.

Salutations cordiales.

**Véronique Laroche – équipe de campagne de Nathalie Arthaud**